

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS310/2

11 juin 2004

(04-2534)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – DETERMINATION DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL CONCERNANT LE BLE DE FORCE ROUX DE PRINTEMPS EN PROVENANCE DU CANADA

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada

La communication ci-après, datée du 10 juin 2004 et adressée par la délégation du Canada à la Présidente de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 8 avril 2004, le gouvernement du Canada a demandé l'ouverture de consultations¹ avec le gouvernement des États-Unis au sujet de: l'enquête de la Commission du commerce international des États-Unis (Commission) dans l'affaire Hard Red Spring Wheat from Canada (blé de force roux de printemps en provenance du Canada) (Investigations Nos 701-TA-430B et 731-TA-1010B (final)); la détermination finale de la Commission selon laquelle une branche de production des États-Unis subit un dommage important en raison des importations en provenance du Canada de blé de force roux de printemps dont le Département du commerce a constaté qu'il était subventionné par le gouvernement canadien et vendu aux États-Unis à un prix inférieur à sa juste valeur (68 *Federal Register* (FR) 60707 (23 octobre 2003)); l'Ordonnance en matière de droits compensateurs (68 FR 60642 (23 octobre 2003)) et l'Ordonnance en matière de droits antidumping (68 FR 60641 (23 octobre 2003)) du Département du commerce concernant le blé de force roux de printemps en provenance du Canada; et les droits antidumping et compensateurs définitifs finals appliqués en conséquence. La demande de consultations du Canada a été présentée conformément à l'article 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémoire d'accord), à l'article XXII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (GATT de 1994), à l'article 17 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (Accord antidumping) et à l'article 30 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (Accord SMC).

Le Canada et les États-Unis ont tenu des consultations le 6 mai 2004 au sujet de l'incompatibilité de ces mesures avec l'article VI:6 a) du GATT de 1994, les articles 1^{er}, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 18.1 de l'Accord antidumping et les articles 10, 15.1, 15.2, 15.4, 15.5, 19.1 et 32.1 de l'Accord SMC. Ces consultations n'ont pas permis de régler le différend.

Le Canada demande par conséquent, conformément aux articles 4 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 17 de l'Accord antidumping et à l'article 30 de l'Accord SMC, qu'un groupe spécial soit établi à la prochaine réunion de l'Organe de règlement des

¹ États-Unis – Détermination de la Commission du commerce international concernant le blé de force roux de printemps en provenance du Canada, demande de consultations présentée par le Canada, WT/DS310/1, G/L/678, G/ADP/D53/1, G/SCM/D59/1, 15 avril 2004.

différends (ORD), qui doit avoir lieu le 22 juin 2004. Le Canada demande en outre que le groupe spécial soit doté du mandat type énoncé à l'article 7 du Mémoire d'accord.

Enfin, le Canada demande que le groupe spécial examine les allégations, et constate que les mesures des États-Unis sont incompatibles avec leurs obligations au titre du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC, ainsi qu'il est indiqué ci-après.

En établissant une détermination finale de l'existence d'un dommage et, de ce fait, en imposant des droits antidumping et compensateurs finals, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping, de l'article 15 de l'Accord SMC et de l'article VI:6 a) du GATT de 1994. En particulier:

1. Les États-Unis ont violé l'article 3.1 de l'Accord antidumping et l'article 15.1 de l'Accord SMC en ne fondant pas leur détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et en ne procédant pas non plus à un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées et de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

2. Les États-Unis ont violé l'article 3.2 de l'Accord antidumping et l'article 15.2 de l'Accord SMC en n'examinant pas dûment l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées sur les prix, y compris la question de savoir s'il y avait eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations subventionnées, sous-cotation notable du prix et si ces importations avaient eu d'une autre manière pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable.

3. Les États-Unis ont violé l'article 3.4 de l'Accord antidumping et l'article 15.4 de l'Accord SMC en n'examinant pas dûment l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées sur la branche de production nationale concernée.

4. Les États-Unis ont violé l'article 3.5 de l'Accord antidumping et l'article 15.5 de l'Accord SMC. Les violations consistent, entre autres, à:

- i) ne pas avoir démontré l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations subventionnées et le dommage pour la branche de production nationale, sur la base d'un examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposait la Commission; et
- ii) ne pas avoir examiné les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations subventionnées qui causaient un dommage à la branche de production nationale et ne pas avoir non plus fait en sorte que les dommages causés par ces autres facteurs ne soient pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping et aux importations subventionnées.

En établissant une détermination finale de l'existence d'un dommage dans les circonstances décrites ci-dessus et, de ce fait, en imposant des droits antidumping et compensateurs, les États-Unis ont violé les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping, les articles 10, 19.1 et 32.1 de l'Accord SMC et l'article VI:6 a) du GATT de 1994.

Pour les raisons qui précèdent, des avantages résultant pour le Canada directement ou indirectement de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et du GATT de 1994 ont été annulés ou compromis.
